

Pourquoi les agriculteurs s'opposent-ils aux réformes de Modi ?

© 13/12/2020 | Terre-net Média

Alors que des milliers d'agriculteurs indiens, résolus à faire abroger les réformes agricoles, poursuivaient le blocus de la capitale indienne New Delhi entrant dans sa troisième semaine ce weekend, l'AFP examine l'origine de ce bras de fer avec le gouvernement du Premier ministre Narendra Modi.

Q : Comment se porte l'agriculture indienne ?

Le poids du **secteur agricole de l'Inde** est considérable, assurant la subsistance de près de 70 % de 1,3 milliard d'habitants, et contribuant à 15 % environ de son PIB, soit 2 700 milliards de dollars. La « **révolution verte** » des années 70 a permis à l'Inde, pourtant régulièrement confrontée à des **pénuries alimentaires**, de devenir un pays excédentaire, aujourd'hui important exportateur. Cependant, le secteur dont les revenus stagnent depuis quelques décennies, a grand besoin d'investissements et de modernisation. Selon une enquête du ministère de l'agriculture sur la période 2015-2016, plus de 85 % des agriculteurs possédaient moins de deux hectares de terres, moins d'un agriculteur sur cent était propriétaire de plus de 10 hectares. L'Inde octroie en moyenne 32 milliards de dollars de **subventions aux agriculteurs** chaque année, selon le ministère des Finances.

Q : Quelle est la réalité des agriculteurs ?

Sécheresse, inondations, **l'agriculture indienne** subit des conditions météorologiques de plus en plus erratiques en raison du **changement climatique**. Selon un rapport du gouvernement du Pendjab (nord) publié en 2017, cet État aura épuisé toutes ses ressources en eau souterraine d'ici 2039. On compte un important **endettement et taux de suicide chez les agriculteurs indiens** (300 000 se sont suicidés depuis les années 1990). Selon de récentes données officielles, quelque 10 300 agriculteurs ont mis fin à leurs jours en 2019. Agriculteurs et travailleurs agricoles abandonnent en masse le secteur : 2 000 jetaient chaque jour l'éponge, selon le dernier recensement datant de 2011.

Q : Quels sont enjeux des réformes agricoles de Modi ?

Les gouvernements qui se sont succédé ont toujours fait de grandes promesses aux agriculteurs - qui constituent une cible électorale cruciale - et Modi n'a pas fait exception, en promettant de doubler les revenus des **paysans indiens** d'ici 2022. En septembre, le parlement a ainsi voté des lois qui autorisent les agriculteurs à vendre leurs productions aux acheteurs de leur choix, plutôt que de se tourner exclusivement vers les marchés contrôlés par l'État. Ces marchés avaient été créés dans les années 50 pour protéger les agriculteurs contre les situations d'abus et leur assuraient un prix de soutien minimal (PSM) pour certaines denrées.

Nombre de petits exploitants sont attachés au PSM, qui constitue pour eux un filet de sécurité essentiel, et se sentent désormais menacés par la **libéralisation des marchés agricoles** qu'engendrent les réformes. Ils redoutent la **concurrence des grandes fermes** qui risque de les obliger, pour écouler leurs marchandises, à les brader à vil prix aux grandes entreprises.

Q : Modi à l'épreuve ?

Modi a déjà rencontré quelques écueils depuis son premier mandat mais ils n'ont pas empêché sa réélection en 2019 avec une immense majorité des voix. Et si le Premier ministre a bien tenté de minimiser l'impact du mouvement agricole actuel, jugeant les agriculteurs trompés par « les informations erronées » d'une opposition opportuniste, la gronde des agriculteurs ne devrait toutefois pas être traitée à la légère. Ils jouissent d'un large soutien au sein de la population et ignorer leurs appels pourrait écorner l'image de champion des pauvres que s'est composée Modi.

Dans les **zones rurales indiennes**, où vivent 70 % des Indiens, la perception d'un Modi proche des milieux d'affaires et des industriels milliardaires comme Mukesh Ambani, l'homme le plus riche d'Asie, est de plus en plus répandue. « Bien des choses sont devenues archaïques dans le secteur de l'agriculture, mais les réformes ne peuvent pas être poussées de cette façon », a estimé l'analyste politique Arati Jerath, auprès de l'AFP. « Il s'agit jusque là de la plus importante épreuve à laquelle se trouve confronté le gouvernement (...) il va devoir trouver le moyen de faire machine arrière et, tout à la fois, sauver la face. »

Des agriculteurs bloquent les autoroutes à New Delhi

Des centaines d'agriculteurs tentaient de bloquer la circulation sur les autoroutes partant de la capitale vers les villes d'Agra et de Jaipur, dans le nord du pays. D'importantes forces policières ont réussi à les en empêcher, mais un groupe d'agriculteurs a réussi à prendre le contrôle de deux postes de péage, où ils laissaient les véhicules passer sans payer.

Des milliers d'autres occupent déjà depuis plusieurs jours deux routes clés permettant de gagner la capitale, et ont eux aussi tenté samedi, mais sans succès, d'en occuper d'autres. Les agriculteurs exigent que le **Premier ministre** Narendra Modi fasse marche arrière sur ses réformes du marché agricole, qui ouvrent aux groupes privés un marché jusqu'alors contrôlé par l'État, ce qui assurait aux agriculteurs un revenu minimum.

Des délégations d'agriculteurs ont rencontré des hauts responsables du gouvernement pour des discussions qui n'ont toutefois pas abouti.

Le gouvernement assure que la réforme vise à permettre aux agriculteurs de gagner plus, puisqu'il seront libres de vendre leur production à qui ils veulent. Elle vise également à permettre des investissements pour la modernisation nécessaire de l'agriculture. Les agriculteurs en revanche estiment que la réforme les mettra à la merci de grands groupes qui pourront à leur guise faire baisser les prix, et éventuellement finir par les déposséder de leurs terres.